

LE NATIONALISME, ETHNIQUE OU CIVIQUE, TROUVE SON ORIGINE DANS L'HISTOIRE DU PAYS

Publié le 22 janvier 2018

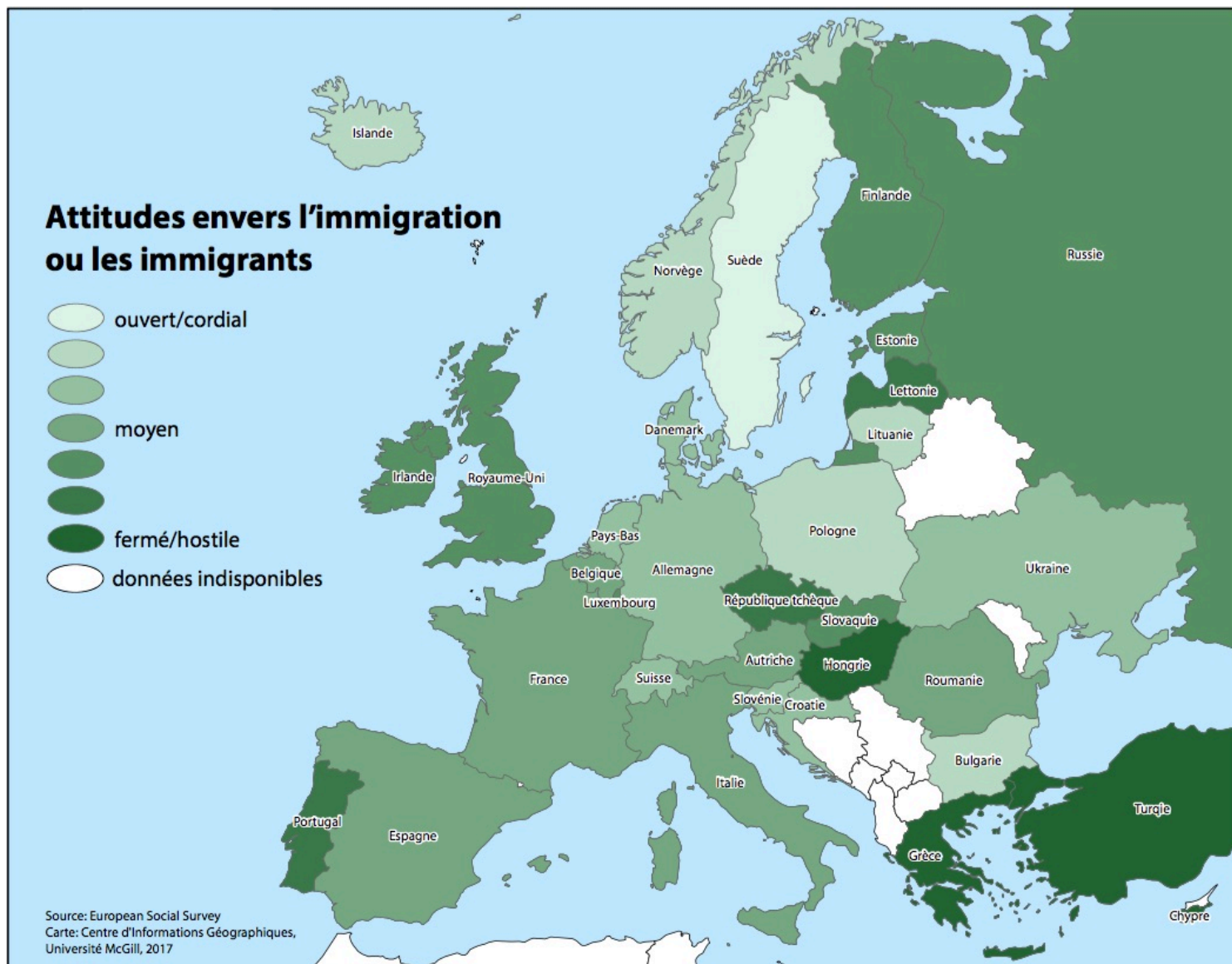


par Daily Science

En Belgique, l'attitude générale de la population vis-à-vis de l'immigration se situe à mi-chemin entre ouverture et hostilité. Ce qui s'expliquerait par le fait que le « vécu traumatique » de la population lié à des pertes territoriales ou des conflits intérieurs survenus dans le passé est plutôt faible. Une situation qui varie d'un pays européen à l'autre.

En Hongrie, par exemple, un vécu traumatique intense prenant racine dans son histoire se double d'une grande hostilité envers les immigrants. Voilà ce que montre l'étude menée par des sociologues relevant d'universités québécoises qui se sont intéressés à la question [dans une trentaine de pays européens](#).

« Un nationalisme ethnique, fondé sur une langue, une culture et une identité ethnique communes, est plus susceptible de s'installer dans les pays qui ont des antécédents de guerres, de pertes territoriales, d'atteintes à la souveraineté ou de conflits marquants (extérieur ou intérieur) », indiquent les chercheurs.



« Dans les pays qui n'ont ni d'antécédents de guerres, de pertes territoriales, ni de conflits, un nationalisme civique – fondé sur l'égalité, dans lequel on estime que l'État doit veiller au bien-être de tous les citoyens – est plus susceptible de s'installer. Le sentiment anti-immigration est dès lors moins intense.

D'où vient le sentiment anti-immigration?

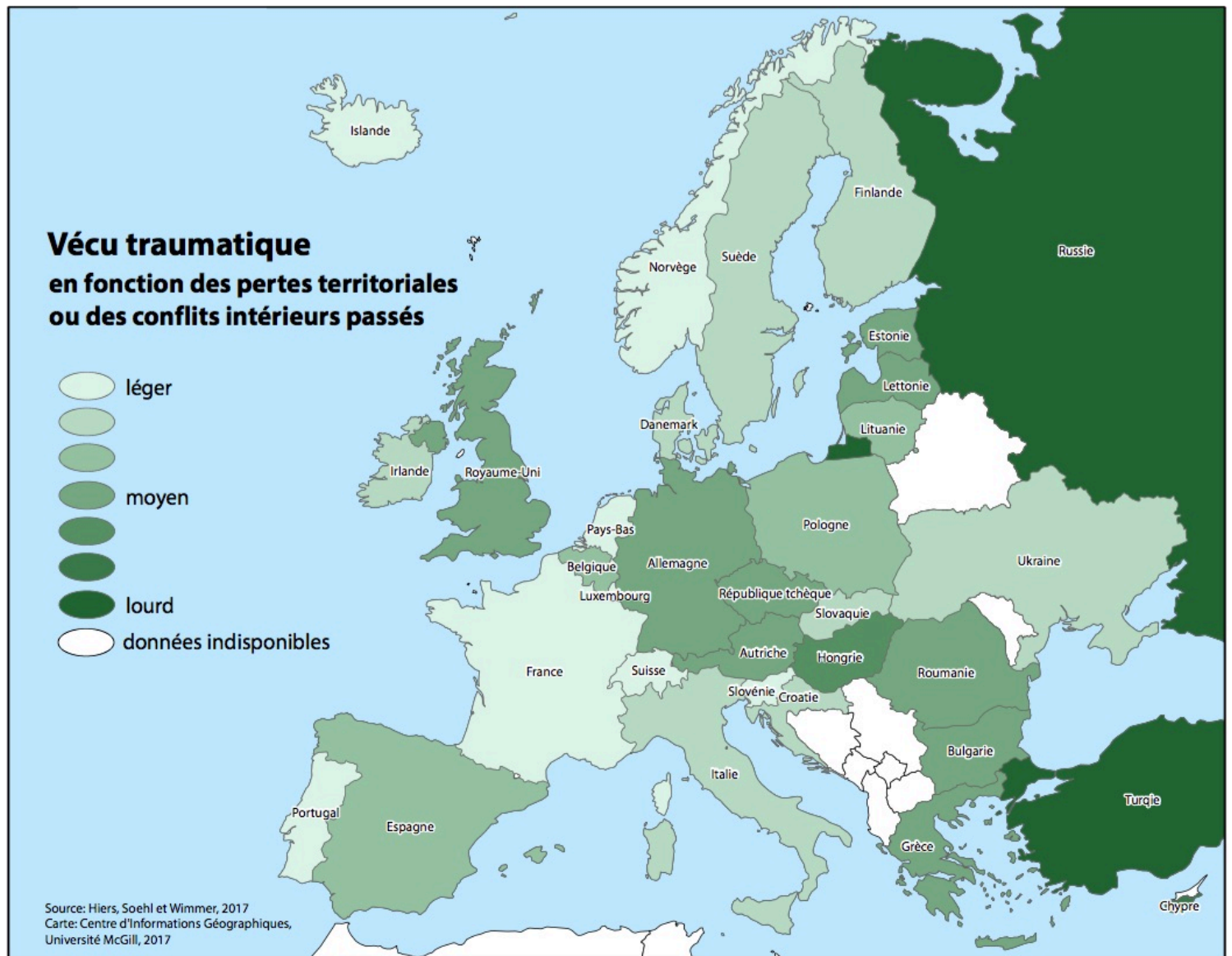
« Quel que soit l'angle d'analyse, les précédentes études se sont généralement attachés au présent, comme si l'histoire des pays n'avait pas d'importance », constate Thomas Soehl, professeur de sociologie à l'Université McGill (Montréal) et l'un des auteurs de l'étude dont il est ici question.

« Selon nous, bien que plusieurs facteurs contemporains, tant individuels que collectifs, puissent influencer sur le sentiment anti-immigration, les conflits intérieurs ou extérieurs qui ont secoué un pays y sont pour beaucoup dans le type de nationalisme qui y fait son nid. Nous avançons également que le style et l'intensité de ce nationalisme influent sur l'attitude adoptée envers les immigrants. »

Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs ont attribué un indice de menace géopolitique (IMG) à chacune des 33 nations européennes étudiées. Cet indice était fonction des conflits intérieurs et extérieurs de même que des pertes de territoire ou de souveraineté ayant marqué l'histoire du pays depuis la formation de l'État-nation moderne. Il reflète donc le vécu traumatique du pays, à savoir les pertes réelles ou légitimement redoutées. Les chercheurs ont ensuite analysé la corrélation entre l'IMG et l'intensité du sentiment anti-immigration animant chacune des nations étudiées.

Influence persistante des discours nationalistes

« La période la plus propice à la genèse du discours nationaliste est celle qui suit la toute première apparition d'un pays sur les cartes géopolitiques modernes », affirme Andreas Wimmer, professeur de sociologie à l'Université Columbia (Montréal) et l'un des auteurs de l'étude. « Nous sommes donc partis de ce point d'ancrage de la mémoire collective, puis nous avons regardé si, pendant ou après cette transition vers l'État-nation, le pays avait essuyé des pertes de territoire et d'indépendance, et vécu des conflits extérieurs et intérieurs récurrents, voire toujours d'actualité. »



Les chercheurs ont mis leur théorie à l'épreuve en se reportant aux résultats d'une enquête sur la société européenne, l'[European Social Survey](#), afin de cerner l'attitude envers les immigrants sur plusieurs années au cours de la première décennie du 21e siècle. Les chercheurs ont constaté que l'attitude envers les immigrants d'autres races ou groupes ethniques variait très peu au fil du temps dans un même pays. Ils ont aussi observé une nette corrélation entre les réponses aux questions sur l'accueil d'immigrants d'autres races et la place qu'occupait le pays sur l'échelle IMG.

Un « modèle européen » à valider dans un autre continent

« Dans les pays affichant un IMG de zéro (pas d'amputation territoriale, d'atteinte à la souveraineté, ni de conflit historique récurrent), près des deux tiers des répondants se montraient ouverts à l'accueil de nombreux ou de quelques immigrants d'une autre origine raciale ou ethnique », indique Wesley Hiers, professeur de sociologie à l'Université de Pittsburgh (Etats-Unis).

« Dans les pays qui affichaient un IMG de 2, soit à peu près la moyenne, un peu moins de la moitié des répondants (48%) étaient disposés à ouvrir les portes de leur pays à de nombreux ou à quelques immigrants », précise-t-il.

Lorsque l'IMG atteignait 6 (l'indice de menace le plus élevé), à peine plus du quart des répondants étaient favorables à l'arrivée de quelques ou de nombreux immigrants. « Et ces chiffres demeuraient exacts », poursuit Wesley Hiers, « même après la prise en compte de l'effet d'autres facteurs, notamment la disparité entre zones urbaines et rurales, la religion, le niveau de scolarité, le taux d'immigration contemporaine et le chômage ».

« À la lumière de ces constats, nous croyons que les luttes et les guerres géopolitiques, les pertes territoriales et les atteintes à la souveraineté qui ont émaillé l'histoire d'un pays façonnent effectivement les attitudes actuelles de ses citoyens envers les immigrants en Europe. Reste maintenant à vérifier si notre théorie s'applique dans un autre espace géographique, par exemple en Amérique latine. »